



La Leading European Newspaper Alliance a donné son nom à LÉNA. Il s'agit d'un partenariat unique entre huit journaux européens dont *Le Soir* est membre fondateur.

EL PAÍS

Fondé en 1976, c'est le plus grand quotidien espagnol. Son site internet est le plus important site d'information en espagnol du monde.

DIE WELT

Le journal berlinois, réputé pour son sérieux et sa ligne conservatrice, est l'un des plus anciens d'Allemagne. C'est le porte-étendard du groupe Axel Springer.

la Repubblica

Fondé en 1976 par une sommité du journalisme italien, Eugenio Scalfari, le journal romain s'affiche comme progressiste. Longtemps géré par la famille de Carlo De Benedetti, il fait désormais partie du groupe Agnelli.

LE FIGARO

Il s'agit du plus vieux quotidien français (1826) encore publié. Sa ligne éditoriale est de droite libérale.

GAZETA WYBORCZA

Le journal polonais est le dernier arrivé dans Léna. Fondé en 1989 par Adam Michnik, il est profondément démocrate et pro-européen.

Tribune de Genève

Grand titre de la place genevoise, la *Tribune de Genève* a été fondée en 1879 pour la Suisse francophone.

Tages-Anzeiger

Le *Tages-Anzeiger* est un journal suisse germanophone de la région de Zurich, qui a longtemps été le quotidien le plus tiré du pays.

LE SOIR

Quotidien belge francophone, il a été fondé en 1887 et porte depuis une longue tradition d'indépendance.

Les articles non francophones de *Léna* ont été traduits par EuroMinds Linguistics.

Financement des partis européens 70 % des dons sont **occultés**

Dans l'Union européenne, un septième des 684 millions d'euros provenant de personnes extérieures aux partis, soit 97 millions, revient à l'extrême droite.

EL PAÍS

ENQUÊTE

DANIELE GRASSO
MONTSE HIDALGO PÉREZ

Entre 2019 et 2022, les principaux partis politiques des 27 États membres de l'Union européenne ont reçu 941 millions d'euros de dons. Sept sur dix sont d'origine inconnue. Ce niveau de transparence extrêmement faible résulte du cadre légal réglementant les partis politiques, notamment en Allemagne – qui occupe le peloton de tête des pays à la plus forte proportion de versements privés aux formations politiques –, en France et en Espagne. En Europe centrale et orientale, grâce aux efforts déployés notamment par l'Estonie, la République tchèque, la Roumanie ou la Pologne lors de leur adhésion à l'UE, les finances des partis sont beaucoup plus limpides.

L'opacité revêt des contours des plus disparates en fonction des pays. Depuis 2020, le parti nationaliste maltais de Roberta Metsola, la présidente du Parlement européen, ne respecte pas l'obligation de déclaration de ses comptes. Au Portugal, les consultations des déclarations peuvent uniquement être effectuées sur un ordinateur dépourvu d'accès à Internet, sans possibilité de faire des copies et sous la surveillance d'un fonctionnaire. Au Luxembourg, la

démarche présuppose la signature d'un accord de confidentialité. Et l'Espagne, quant à elle, a fixé le seuil le plus élevé de l'UE aux partis pour la publication de leurs dons d'origine privée (25.000 euros). La barre est si haute qu'aucun groupe politique ne déclare de contributions d'un tel montant.

L'organisation Follow The Money (Suivez l'argent) a passé au crible pas moins de mille documents financiers provenant de 300 partis du continent. *El País*, *The Guardian* et 24 autres médias ont pris part à cet exercice, qui révèle

Peu de dons en Belgique

« En Belgique, les dons constituent une source quasi négligeable de revenus pour les partis politiques et leurs candidats. L'une des raisons principales est la réglementation légale très stricte », écrivent Jef Smulders et Bart Maddens dans une analyse du Crisp (Centre de recherche et d'information sociopolitiques) publiée en 2017.

La Belgique est en effet l'un des pays européens où les règles encadrant les donations privées aux partis sont les plus strictes. « Depuis 1993, seules les personnes physiques peuvent encore faire des dons aux candidats et aux partis. Les dons de la part de personnes morales et d'associations de fait sont interdits », rappellent les auteurs. Les partis, listes, candidats ou mandataires peuvent chacun recevoir de la part d'une même personne physique un maximum de 500 euros par an. Mais le total des dons sortis de la poche d'un même individu est plafonné à 2.000 euros par an. Autrement dit, le donateur ne peut octroyer – au maximum – que quatre dons de 500 euros à quatre entités différentes. Les partis sont tenus d'enregistrer l'identité des personnes faisant un don de 125 euros ou plus. Ce fichier – qui n'est pas public – est transmis annuellement à la Commission de contrôle parlementaire. Dans leur étude de 2017, Jef Smulders et Bart Maddens concluent qu'en moyenne, l'ensemble des partis politiques belges se partagent un total de 180.000 euros de dons chaque année. A mettre en parallèle avec les 75 millions de subventions publiques qui leur sont octroyés. XAVIER COUNASSE

l'ampleur de l'opacité sur les revenus privés des partis et identifie à quels groupes sont destinés tous les dons de particuliers et d'entreprises de l'UE.

Entre 2019 et 2022, les partis ont accumulé 2,8 milliards d'euros de financements non publics. Ils comprennent les cotisations des membres, les apports de détenteurs de fonctions publiques et les dons, qui, pour leur part, totalisent 941 millions. Ce chiffre englobe les contributions de responsables politiques qui, dans certains pays (dont l'Allemagne ou le Danemark), interviennent sous la forme de dons, en marge des quotes-parts obligatoires imposées par leur parti. Ailleurs, elles sont consignées sous un libellé spécifique (« contributions des élus ou des affiliés »).

Les sommes pouvant être identifiées comme des dons de particuliers extérieurs aux partis équivalent à elles seules à une enveloppe de 684 millions d'euros, dont 14 %, soit 97 millions, ont été versés à des formations d'extrême droite (entendues selon la définition du projet universitaire The PopuList). Ce total est établi de manière proportionnelle à leur représentation politique dans les pays de l'UE.

Parmi les familles historiques du Parlement européen, celles qui sont membres du Parti populaire européen (PPE) amassent près de 40 % des donations (principalement en raison des montants obtenus par la CDU allemande), et les socialistes, 15 %.

Transparence et... corruption

Selon l'Eurobaromètre, le plus grand sondage d'opinion en Europe, 70 % des citoyens estiment que le contrôle et la transparence des finances des partis sont insuffisants. En outre, 60 % pensent que la corruption est un problème usuel au sein de ces formations et qu'elle gangrène plus les partis que les entreprises privées, les institutions financières ou le secteur public. En Espagne, 85 % de la population (un record dans l'UE) s'accordent à dire que les pots-de-vin et l'abus de pouvoir sont monnaie courante au sein des partis.

L'Allemagne, la France et l'Italie concentrent 65 % de l'ensemble des dons versés dans l'UE entre 2019 et 2022. Et l'Allemagne a un poids tout particulier : sa législation dispose que la moitié des revenus des partis politiques doivent provenir de sources privées (y compris de dons, contributions d'élus ou

cotisations d'adhérents). Autrement dit, sans les fonds obtenus dans ce pays, le pourcentage de dons occultes se limiterait à 55 %.

Une dépendance excessive du secteur public

En Espagne, les scandales de corruption liés au financement des partis et les réformes législatives (de 2007 et 2015) ont largement fait chuter le montant des fonds privés destinés aux partis. Le cas espagnol est singulier : 75 % de ces sommes sont apportés par l'Etat, un pourcentage des plus élevés d'Europe. Entre 2019 et 2022, sur les douze pays étudiés, ce membre de l'UE est celui qui a engagé les dépenses les plus élevées en matière de financement des partis, un effort sans conteste influencé par ses quatorze processus électoraux (locaux, régionaux, nationaux et européens).

Un tel écart entre les subventions publiques et privées creuse le fossé entre les citoyens et les partis. « Les partis qui dépendent essentiellement du financement public, comme c'est le cas en Espagne, deviennent, en fin de compte, un appendice supplémentaire de l'Etat », commente Fernando Jiménez, professeur de sciences politiques à l'université de Murcie, « et ils perdent leur capacité de représentation de la société. C'est très négatif ».

Les experts s'accordent à dire qu'il est de bon aloi que, pour leur viabilité financière, les partis cherchent à être financés par les citoyens. Ils se voient ainsi contraints de leur rendre des comptes et pourraient vraisemblablement restaurer une image ternie. « La situation devient problématique lorsque près de 80 % de l'argent provient de fonds publics », insiste Casal Bertoa. « Quelle motivation leur reste-t-il pour s'engager auprès des citoyens ? »

Scandales et partis « de familles »

Comme en Espagne, les améliorations du cadre législatif d'autres pays européens ont souvent vu le jour au prix d'un scandale. En Autriche, par exemple, en 2019, Heinz-Christian Strache, alors vice-chancelier et chef du parti d'extrême droite FPÖ, a été contacté par une jeune femme prétendant être la petite-fille d'un oligarque russe, qui lui a proposé, pour contourner le contrôle de l'Etat, de déposer son argent dans des associations proches du parti (lire en page 8).

Quant aux dons pour lesquels l'identité du bienfaiteur est divulguée, l'Alle-



Les sommes pouvant être identifiées comme des dons de particuliers extérieurs aux partis équivalent à 684 millions d'euros, dont 14 % ont été versés à des formations d'extrême droite. © JEAN-MARC QUINET/BELGA.